

N° 005 21 81 ED

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 005 21 81 ED / AONO/MINJUSTICE/CIPM//2021
DU 24 MAI 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE, DES
VOIRIES ET RESEAUX DIVERS (VRD), DE HUIT (08) MIRADORS, D'UNE (01) GUERITE, DE DEUX
(02) FORAGES ET D'UNE (01) CUISINE A BOIS A LA PRISON CENTRALE DE DOUALA NGOMA
« EN PROCEDURE D'URGENCE »

1 - Objet de l'Appel d'Offres :

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de construction de la clôture, des Voiries et Réseaux Divers (VRD), de huit (08) miradors, d'une (01) guérite, de deux (02) forages et d'une cuisine à bois à la Prison Centrale de Douala Ngoma.

2 - Consistance des travaux

Les travaux, objets du présent Appel d'Offres sont décrits dans les différents devis descriptifs et quantitatifs. Ils comprennent :

- le terrassement ;
- l'installation du chantier ;
- la construction de la clôture ;
- la construction du muret de sécurité ;
- l'aménagement des VRD ;
- la construction de huit (08) miradors ;
- la construction d'une (01) guérite ;
- la construction de deux (02) forages ;
- la construction d'une (01) cuisine à bois ;
- le repli du chantier.

3 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de douze (12) mois calendaires pour le lot 1 et dix (10) mois calendaires pour les lots 2 et 3. Ce délai comprend les périodes des pluies, toutes les intempéries et sujétions diverses. Il court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Le délai d'exécution proposé par le soumissionnaire retenu deviendra contractuel pour autant que ce délai n'excède pas douze (12) mois.

4 - Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres s'exécuteront en trois lots à savoir :

- Lot 1
 - le terrassement ;
 - l'installation de chantier ;
 - la construction de la clôture ;
 - la construction du muret de sécurité ;
 - l'aménagement des VRD (caniveaux, perrés maçonnés, dallage en béton armé) ;
 - le repli du chantier.

Lot 2

- le terrassement ;
- l'installation de chantier ;
- la construction de huit (08) miradors ;
- le repli du chantier.

Lot 3

- le terrassement ;
- l'installation de chantier ;
- la construction de deux (02) forages et de l'alimentation en eau courante ;
- la construction d'une (01) guérite ;
- la construction d'une (01) cuisine à bois ;
- le repli du chantier.

NB : Un prestataire peut soumissionner pour plusieurs lots et ne sera attributaire que d'un seul lot

5 - Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux objet du présent Appel d'Offres est évalué à un milliard cent trente trois millions cinq cent vingt trois mille quatre cent neuf (1 133 523 409) francs CFA reparti ainsi qu'il suit :

- Lot 1 : huit cent quarante-six millions trois cent vingt-cinq mille quatorze (846 325 014) francs CFA ;
- Lot 2 : cent vingt millions cent soixante-deux mille trois cent quatre-vingt quinze (120 162 395) francs CFA ;
- Lot 3 : cent soixante-sept millions trente-six mille (167 036 000) francs CFA.

6 - Participation

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises ou Groupement d'Entreprises de Travaux Publics de droit Camerounais.

7 - Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par la Caisse Autonome d'Amortissement et le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Justice, exercices 2021 et 2022.

8 - Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. Elle est de 2% répartie comme suit :

- Lot 1 : seize millions neuf cent vingt-six mille cinq cent (16 926 500) francs CFA ;
- Lot 2 : deux millions quatre cent trois mille deux cent quarante huit (2 403 248) francs CFA ;
- Lot 3 : trois millions trois cent quarante mille sept cent vingt (3 340 720) francs CFA.

9 - Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice (Service des Marchés Publics, 4^{ème} étage, Portes 410 et 411), dès publication du présent avis.

10 - Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice (Service des Marchés Publics, 4^{ème} étage, Porte 410) dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent cinquante mille (450 000) francs CFA.

11 - Présentation des offres

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée à savoir :

- l'enveloppe A contenant les pièces administratives (Volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'offre technique (Volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'offre financière (Volume 3) ainsi que sa version électronique.

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres considéré.

Chaque volume sera numéroté chronologiquement de la première à la dernière page, y compris les intercalaires dans l'ordre du DAO. Cette numérotation exclura par conséquent toute répétition de page dans un volume.

12 - Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice (Service des Marchés Publics, 4^{ème} étage, Porte 410) au plus tard le 23 JUN 2021 à 12 heure locale et devra porter la mention:

N° 005218

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____ /AONO/MINJUSTICE/CIPM//2021
DU 24 MAI 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CLOTURE, DES
VOIRIES ET RESEAUX DIVERS (VRD), DE HUIT (08) MIRADORS, D'UNE (01) GUERITE, DE DEUX
(02) FORAGES ET D'UNE (01) CUISINE A BOIS A LA PRISON CENTRALE DE DOUALA NGOMA »
« EN PROCEDURE D'URGENCE »
« PRECISER LE LOT »

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

13 - Recevabilité des offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administrative et technique seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Sous peine de rejet, les

pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité compétente ou par le service émetteur le cas échéant, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

14 - Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps dans la salle de conférence du Ministère de la Justice le 12.3.2021 à 13 heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

15 - Evaluation des offres

15.1 : Critères éliminatoires

15.1.1 Pièces administratives :

- a) Dossier incomplet ou pièces non conformes au delà de 48 heures;
- b) Pièces falsifiées ou non authentiques ;
- c) Absence de la caution de soumission au cours de la séance d'ouverture;
- d) Absence de la Déclaration sur l'honneur de conduire jusqu'au terme l'exécution des travaux au cours de la séance d'ouverture ;
- e) Absence de l'attestation de visite sur le site au cours de la séance d'ouverture.

15.1.2: Offre technique :

- e) Fausse déclaration, documents falsifiés ou scannés ;
- f) Chiffre d'affaires dans les travaux de bâtiments au cours des trois (03) dernières années cumulées et inférieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA pour les lots 2 et 3 et trois cent cinquante millions (350 000 000) de francs CFA pour le lot 1;
- g) N'avoir pas justifié de la réalisation au cours des dix dernières années, comme entrepreneur principal, d'un chantier de construction de bâtiments d'au moins deux (02) niveaux ;
- h) Non-existence dans l'offre technique de la rubrique « organisation, méthodologie et planning » ;
- i) Non satisfaction, à au moins 70% des critères essentiels ;

15.1.3: Offre financière :

- l) Offre financière incomplète ;
- m) Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ;
- n) Présence des informations financières dans l'offre technique.

15.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront notées en fonction des critères essentiels ci-après :

- a. Présentation de l'offre sur **trois (03)** critères ;
- b. Personnel d'encadrement de l'Entreprise sur **trente (30)** critères pour le lot 1 et **quinze (15)** pour les lots 2 et 3;

- 5
- c. Moyens matériels de chantier à mobiliser sur dix sept (17) critères pour le lot 1 et dix (10) Pour les lots 2 et 3 ;
 - d. Méthodologie sur neuf (09) critères pour les lots 1, 2 et 3;
 - e. Référence sur dix (10) critères pour les lots 1, 2 et 3.

16 - Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera le marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante, remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères essentiels et éliminatoires et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17 - Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

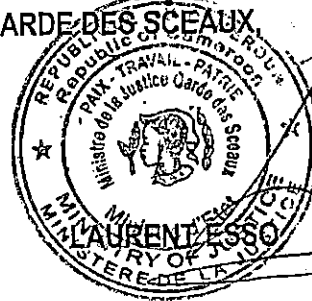
18 - Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, à la Direction des Affaires Générales (portes 410 ou 411)

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA JUSTICE,

GARDE DES SCEAUX

24 MAI 2021



Copie :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage

No 005 21 81 CD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. _____ /AONO/MINJUSTICE/CIPM//2021
OF 24 MAY 2021 FOR THE CONSTRUCTION OF A FENCE, ROADS AND VARIOUS
UTILITY NETWORKS, EIGHT (8) WATCHTOWERS, ONE (1) GATEHOUSE, TWO (2) BOREHOLES
AND ONE (1) WOOD-FIRED KITCHEN AT THE DOUALA NGOMA CENTRAL PRISON
"PROCEDURE OF URGENCY"

1-Subject of the Invitation to Tender:

The Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, hereby issues, in a procedure of urgency, an Open National Invitation to Tender for the construction of a fence, roads and various utility networks, watchtowers, gatehouses, two boreholes and a wood-fired kitchen at the Douala Ngoma Central Prison.

2 - Scope of Works

The works of this invitation to tender are described in the various descriptive and quantitative estimates. They essentially consist of:

- earthworks;
- site installation;
- construction of the fence;
- construction of the safety short wall;
- development of roads and various utility networks;
- construction of eight (8) watchtowers;
- construction of one (1) gatehouse;
- construction of two (2) boreholes;
- construction of one (1) wood-fired kitchen;
- cleaning up of site and removal of equipment.

3 – Execution Deadline

The execution time frame shall be twelve (12) calendar months for lot 1 and ten (10) calendar months for lots 2 and 3. This period shall include rainy seasons, all weather conditions and any other considerations and shall run from the date of notification of the service order for commencement of works.

The execution deadline proposed by the selected bidder shall be the contract time frame as long as it does not exceed twelve (12) months.

4 - Allotment


The works of this invitation to tender shall be carried out in three lots as follows:

- **Lot 1**

- earthworks;
- site installation;
- construction of the fence;
- construction of the safety short wall;
- development of roads and various utility networks (gutters, embedded stone pitching, reinforced concrete paving);
- Cleaning up of site and removal of equipment.

- **Lot 2**

- earthworks;
- site installation;
- construction of eight (8) watchtowers;
- cleaning up of site and removal of equipment.

 - Lot 3

- earthworks;
- site installation;
- construction of two (2) boreholes and supply of potable water;
- construction of one (1) gatehouse;
- construction of one (1) wood-fired kitchen;
- cleaning up of site and removal of equipment.

NB: A service provider may bid for several lots but shall only be attributed a single lot.

5 - Estimated Cost

The estimated cost of this invitation to tender is: CFAF one billion one hundred and thirty three million five hundred and twenty three thousand four hundred and nine (1133 523 409) broken down as follows:

- Lot 1: eight hundred and forty six million three hundred and twenty five thousand and fourteen (CFAF 846 325 014)
- Lot 2: one hundred and twenty million one hundred and sixty two thousand three hundred and ninety five (CFAF 120 162 395)
- Lot 3: one hundred and sixty seven million and thirty six thousand (CFAF 167 036 000)

6 – Participation

Participation in this invitation to tender is open to firms or groups of firms constituted under Cameroonian law.

7 – Financing

The works of this invitation to tender are financed by the Autonomous Sinking Fund and the Public Investment Budget of the Ministry of Justice for 2021 and 2022.

8 -- Bid Bond

A bid bond shall be attached to the administrative file. It shall be delivered by a first class banking or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance and of which a list features in Document 13 of the tender file and it shall be valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of bids. The bid bond shall be worth 2%, distributed as follows:

- Lot 1: sixteen million nine hundred and twenty six thousand five hundred (CFAF 16 926 500);
- Lot 2: two million four hundred and three thousand two hundred and forty eight (CFAF 2 403 248);
- Lot 3: three million three hundred and forty thousand seven hundred and twenty (CFAF 3 340 720).

9 - Consultation of tender file

5

9 - Consultation of tender file

The file can be consulted during working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice (Public Contracts Service, 4th floor, Room 410 and 411), upon publication of this notice.

10 - Acquisition of tender file

The tender file can be obtained at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice (Public Contracts Service, 4th floor, Room 410) upon publication of this notice and upon presentation of a payment receipt into the Public Treasury, of a non-refundable fee of four hundred and fifty thousand (CFAF 450,000).

11 - Presentation of Bids

The following tender documents in three volumes shall be enclosed in three (3) sealed envelopes as follows:

- Envelope A containing administrative documents (Volume 1);
- Envelope B containing the technical offer (Volume 2);
- Envelope C containing the financial offer (Volume 3) and its soft copy.

The offers, presented as such, shall be enclosed in a sealed envelope bearing the reference of the tender concerned only.

Each volume shall be numbered chronologically from the first to the last page including interlayers in the order of the Tender File. Consequently, the numbering shall avoid any repetition of a page in a volume.

12 - Submission of bids

Each tender, drafted in English or French and in **seven (7) copies** including **one (1) original** and **six (6) copies** labelled as such, shall be submitted at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice (Public Contracts Service, 4th floor, Room 410), latest on at local time and shall bear the following information:

23 JUN 2021
12
INP 005 218
OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. _____ /AONO/MINJUSTICE/CIPM//2021
OF 24 MAY 2021 FOR THE CONSTRUCTION OF A FENCE, ROADS AND VARIOUS
UTILITY NETWORKS, EIGHT (8) WATCHTOWERS, ONE (1) GATEHOUSE, TWO (2) BOREHOLES
AND ONE (1) WOOD-FIRED KITCHEN AT THE DOUALA NGOMA CENTRAL PRISON"
"PROCEDURE OF URGENCY"
"SPECIFY THE LOT"

"To be opened only at the tender evaluation session"

Any tender submitted after the submission deadline shall be rejected.

13 - Tender Compliance

Tenders that do not comply with the separation of financial files from administrative and technical files shall be rejected.

Any offer not in keeping with this tender notice and tender requirements shall be rejected. Especially in case of the absence of the provisional guarantee issued in keeping with the model indicated in the tender file by a first class banking or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of bids. In keeping with the requirements of the Special Tender Regulations and under pain of rejection, bidders shall submit only the originals of the relevant administrative documents or copies certified true by the competent authority or issuing service. Administrative documents shall be less than three (3) months at the initial date of submission of bids.

14 - Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single phase at the Conference Hall of the Ministry of Justice onat **23 JUN 2021** at **13** local time by the Tender Board of the Ministry in the presence of bidders or their duly mandated representatives.

15 - Evaluation of bids

15.1: Eliminary Criteria

15.1.1 Administrative documents:

- a) Incomplete file or non-compliant documents beyond 48 hours after the tender-opening session;
- b) Forged or unauthentic documents;
- c) Absence of provisional guarantee during the opening session;
- d) Absence during the opening session of a sworn statement to execute the works completely.
- e) Absence during the opening session of an attestation of site visit.

15.1.2. Technical offer:

- e) False declaration forged or scanned documents;
- f) Cumulative turnover of less than fifty million (CFAF 50,000,000) for Lots 2 and 3 and less than three hundred and fifty million (CFAF 350 000 000) for Lot 1 in building works for the past three (3) years;
- g) Failure to show proof of the execution, as the main engineering firm, for the past ten (10) years, of the construction or rehabilitation of buildings of at least two (2) floors;
- h) Non-existence in the technical offer of the heading "organisation, methodology and planning";
- i) Failure to meet at least seventy per cent (70%) of the essential criteria;

15.1.3. Financial offer:

- l) Incomplete financial offer;
- m) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- n) Provision of financial information in the technical offer.

15.2 Essential Criteria

Technical offers shall be marked considering the following essential criteria:

- a. Presentation of the offer on **three (3)** criteria;
- b. Supervisory staff of the company on **thirty (30)** criteria for Lot 1 and **fifteen (15)** criteria for Lots 2 and 3;
- c. Construction equipment to be assembled on **seventeen (17)** criteria for Lot 1 and **ten (10)** criteria for lots 2 and 3;
- d. Methodology on **nine (9)** criteria for Lots 1, 2 and 3; and
- e. Reference on **ten (10)** criteria for Lots 1, 2 and 3.

 **16 - Contract Award**

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid will be evaluated as the lowest and fulfilling the required technical and financial competences resulting from the essential and eliminatory criteria deemed compliant with the Tender File.

17 - Tender Validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

18 - Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs (Rooms No. 410 or 411)

Laurent ESSO

24 MAI 2021

MINISTER OF STATE, MINISTER OF JUSTICE,
KEEPER OF THE SEALS



Laurent ESSO

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- President CIPM